

Hausse d'impôt et hausse des prix, un mauvais télescope

Quelques notations rapides d'abord sur le projet de budget dit « de rigueur mais pas d'austérité » adopté par le gouvernement : la surtaxation des super-riches s'apparente à une grosse blague qui n'atteint pas même le niveau d'un mini-symbole. Les 200 millions d'euros attendus ne représentent que la moitié des subventions promises aux producteurs de fruits et légumes...

Jean-Luc Mélenchon rappelle à juste titre dans sa récente interview au Monde [1] qu'en 1981, la tranche supérieure de l'impôt sur le revenu était de 65% contre 41% aujourd'hui. La France de Giscard n'était pas vraiment un goulag fiscal ;

A titre de comparaison, une visite rapide au site de simulation fiscale [2] proposé par Camille Landais, Thomas Piketty et Emmanuel Saez, permet de calculer que l'introduction de deux nouvelles tranches d'impôt (45% entre 100 000 et 150 000 euros de revenu et 50% au-delà de 150 000 euros) rapporterait à elle seule 1 milliard d'euros ;

Pas fou par ailleurs, le gouvernement ménage ses troupes. Qu'on en juge par le relèvement des taxes sur les alcools et les sodas qui épargne... le vin et le rhum [3]. Faut pas chagriner les vigneron et les planteurs ultra-marins. Pas question non plus de revenir sur la TVA réduite pour la restauration ;

Le bric-à-brac fiscal n'épargne pas pour autant les ménages les plus pauvres - ceux qui dépensent le plus et épargnent le moins -, avec par exemple le relèvement des taxes sur les mutuelles qui sera bien évidemment répercuté, etc...

Enfin, ce qui manque le plus ce sont les mesures propres à redonner de la confiance aux acteurs économiques. A force de vouloir rassurer les marchés, on finit par désespérer les consommateurs et les entrepreneurs. CQFD. La récession reste au coin de la rue. Comme l'illustrent les derniers mauvais chiffres du chômage [4].

Des prix en hausse ou en baisse en juillet ?

Mais évoquons une autre aventure très étrange. Si l'on va se promener sur le site de l'Insee [5], on s'aperçoit qu'à la date du 12 août, l'institut de la statistique a mis en ligne deux constats, à trois lignes d'intervalle :

- 1) les prix à la consommation sont en baisse de 0,4% en juillet 2011. En juillet 2011, l'indice des prix à la consommation (IPC) est en baisse de 0,4%, après une quasi-stabilité au mois de juin (+0,1%). Sur un an, il augmente de 1,9% ;
- 2) en juillet 2011, les prix des produits de grande consommation augmentent : +0,6%. Dans la grande distribution, les prix des produits de grande consommation augmentent de 0,6% en juillet 2011, après une hausse de 0,4% en juin.

Autrement dit, l'indice des prix a baissé quand les prix de grande consommation - entendez ceux consommés par le plus grand nombre, ont augmenté. Bizarre autant qu'étrange.

D'autant que si l'on y regarde de plus près, on peut chercher en vain quelques explications rationnelles :

- ✓ du côté de l'indice des prix, il nous est dit que pour l'essentiel, la baisse de juillet s'explique par la nette baisse des produits manufacturés en raison des soldes d'été, par le fait que les prix de l'alimentation diminuent légèrement tandis que ceux de l'énergie sont stables et que l'inflation sous-jacente diminue.

Seul bémol dans cette partition : la hausse saisonnière des services. Bref, consommateurs, réjouissez- vous : vos dépenses se dégonflent ! Les prix selon l'indice n'ont donc grimpé que de 1,9% en un an, une misère !

- ✓ Mais gare, lorsqu'on regarde les étiquettes dans la grande distribution, les grandes surfaces comme on dit. Là c'est le porte- monnaie qui se dévide. En ce même mois de juillet, les prix des produits alimentaires, hors produits frais, s'accroissent de 0,6%, c'est 0,8% pour ceux des viandes et de 0,5% pour les autres produits alimentaires. Ence qui concerne les produits d'entretien, d'hygiène et de beauté, la hausse est aussi de 0,5%. Sur un an, au total, ces prix bien réels ont augmenté de 2,7%, soit près de 1% de plus que l'indice officiel !

L'enjeu du pouvoir d'achat

Cela fait des lustres que l'indice des prix calculé par l'Insee est contesté. Ce même institut en apporte pour le coup lui-même une démonstration carrément époustouflante. Et pourtant, c'est cet indice des prix et lui seul qui est la référence obligée pour le calcul des relèvements du smic ou pour celui des taux d'intérêt des livrets d'épargne, ou enfin pour la comptabilité nationale.

En fait, ce qui se joue, c'est de savoir si oui ou non les Français, dans leur grande masse, gagnent ou perdent en pouvoir d'achat. La perte est pour le moins vraisemblable.

De quoi se dire qu'on marche vraiment sur la tête, et que si les projets de taxes diverses du gouvernement ne vont certes pas ramener la confiance, ce n'est pas cette cacophonie autour du pouvoir d'achat ni la flambée du chômage qui vont égayer la rentrée.

Liens

[1] lemonde.fr | Pour Jean-Luc Mélenchon, «c'est tout le système qui est en crise» - LeMonde.fr | <http://bit.ly/nXBIMf>

[2] www2.revolution-fiscale.fr | <http://bit.ly/p1ZGFG>

[3] lesinrocks.com | Les Inrocks : Taxe sur l'alcool et les sodas: pourquoi le vin et le rhum sont-ils épargnés? | <http://bit.ly/pE1vRi>

[4] boursier.com | <http://bit.ly/pNtvbi>

[5] insee.fr | Institut national de la statistique et des études économiques : Accueil | <http://bit.ly/q67iuN>

[6] flickr.com | <http://bit.ly/pqpiaZ>

Source : Rue89, Par Sylvain Gouz | Journaliste | 25/08/2011 | 18H00